



RAPPORT ANNUEL 2010

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Exercices terminés les	24 avril 2010	25 avril 2009	26 avril 2008	30 avril 2007	30 avril 2006
	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	45 228	57 483	69 769	83 161	14 695
BAlIA ajusté	(737)	(3 795)	2 294	9 416	974
Bénéfice (perte) avant impôts	(10 698)	(13 021)	(1 401)	5 184	360
Bénéfice net (perte nette)	(10 104)	(10 067)	(550)	3 651	206
Bénéfice net (perte nette) par action					
de base	(0,236)	(0,235)	(0,013)	0,104	0,011
dilué(e)	(0,236)	(0,235)	(0,013)	0,099	0,011
Actif total	35 428	46 558	57 035	59 381	18 287
Fonds de roulement	(3 312)	1 745	4 313	7 337	2 513
Dette à long terme (incluant la partie à court terme)	20 270	21 837	19 644	14 538	8 228
Capitaux propres	734	9 631	20 313	20 764	4 059

Sigma Industries Inc., chef de file dans la fabrication de produits en composite et de produits de métaux, compte cinq filiales en exploitation et près de 350 personnes. Elle exerce ses activités dans les marchés en croissance des camions de gros tonnage, des autocars, du transport en commun, des trains et des métros, de la machinerie, de l'agriculture et de l'énergie éolienne. Sigma vend ses produits aux fabricants et distributeurs d'équipement d'origine des États-Unis, du Canada et de l'Europe. Les actions ordinaires de la société se négocient sous le symbole SIC à la Bourse de Croissance TSX.

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

L'exercice financier 2010 et les événements subséquents ont été éprouvants à plusieurs égards pour Sigma Industries.

Afin d'assainir son passif, Sigma Industries Inc. et ses filiales René Matériaux Composites Ltée et Transcam Composites Inc. ont déposé, le 16 juillet dernier, des propositions concordataires en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*. Le plan de restructuration comprend de nouvelles ententes avec nos partenaires financiers, un remaniement de notre structure corporative et des ententes d'injections de capital. Les propositions ont été acceptées par les créanciers et ratifiées par la Cour Supérieure du Québec au début du mois d'août 2010.

De plus, en décembre 2009, notre filiale étrangère autonome, Sigma OH Industries, a dû se placer sous la protection du chapitre 11 aux États-Unis afin de continuer ses opérations. Le contexte économique difficile et les répercussions sur nos principaux secteurs d'activité confirment que Sigma Industries doit continuer sa restructuration. Il est donc essentiel que les améliorations continues qui ont été mises en place depuis 2006 se poursuivent. La modernisation de nos équipements et la gestion disciplinée de nos coûts d'exploitation demeurent notre priorité.

Cette année, nos revenus ont accusé un repli de 21,3 % pour se chiffrer à 45,2 millions de dollars, principalement attribuable à la faiblesse de l'industrie du camion et des produits industriels, une baisse de revenus associés aux produits de déneigement causée par un hiver excessivement clément et la réduction de revenus associés aux produits agricoles découlant de la décision antérieure d'abandonner certains produits. Cependant, nous avons encouru une perte avant intérêts, impôts et amortissement ajustée de 0,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2010 comparativement à une perte ajustée de 3,8 millions de dollars pour l'exercice 2009. La diminution de la perte ajustée reflète des mesures d'optimisation des coûts de production aux installations de la société ainsi que le recentrage de l'offre en faveur de produits à plus forte contribution de profit.

L'industrie du camion lourd et de produits industriels demeure plus que jamais secouée par la récession aux États-Unis. Nous constatons cependant certains signes d'amélioration qui se manifestent progressivement et qui devraient se traduire par un effet bénéfique sur notre volume d'affaires et notre rentabilité.

Les acquisitions ont représenté une part importante dans la stratégie de croissance de Sigma Industries dans le passé. À moyen terme, nous nous concentrerons cependant sur l'augmentation des ventes dans chacune de nos filiales. Nos efforts se porteront également sur la capacité de nos usines à répondre efficacement aux besoins croissants de nos clients. Nous continuerons de mettre en place des programmes d'améliorations continues dans chacune de nos usines afin qu'elles soient en mesure de faire face à une augmentation de la demande. Toutes ces actions devraient entraîner une augmentation de notre profitabilité.

Comme actionnaire et gestionnaire de Sigma Industries, les dernières années furent certes difficiles à tous points de vue. Mais je persiste à croire en son potentiel et davantage, suite au plan de restructuration que nous avons proposé et qui a été approuvé.

Je tiens à remercier le conseil d'administration, nos dirigeants et nos employés pour leurs efforts et la détermination qu'ils ont démontrés ces dernières années. J'aimerais exprimer ma gratitude auprès de nos partenaires fournisseurs qui ont continué à nous supporter durant cette période difficile. Enfin, je remercie également nos précieux clients pour la confiance qu'ils nous ont accordée.

(s) Denis Bertrand

Denis Bertrand
Président du conseil et chef de la direction
Sigma Industries Inc.



RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Portée du rapport de gestion

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « la société », « nous » et « nos/notre » désignent Sigma Industries Inc. et ses filiales.

Le rapport qui suit se veut une révision des résultats d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société pour les exercices terminés le 24 avril 2010 et le 25 avril 2009 ainsi qu'une revue du quatrième trimestre. Il doit être lu en parallèle avec l'information figurant dans ses états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes afférentes pour les exercices terminés le 24 avril 2010 et le 25 avril 2009. Des renseignements complémentaires concernant Sigma Industries Inc. sont disponibles sur le site SEDAR à www.sedar.com.

Les renseignements suivants tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au 27 août 2010, date à laquelle le conseil d'administration a approuvé ce rapport de gestion.

Les états financiers consolidés de la société ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus « PCGR » du Canada. Tous les montants sont en dollars canadiens à moins d'indication contraire.

Mesures financières non conformes aux PCGR

L'information comprise dans ce rapport de gestion renferme parfois certains renseignements qui ne sont pas des mesures financières conformes aux PCGR. Par exemple, la société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements ajusté (« BAIIA ajusté »), car cette mesure résulte du bénéfice net (perte nette) plus les impôts sur les bénéfices, les frais financiers, les amortissements, les frais de restructuration, les autres charges non monétaires et la moins-value autre que temporaire sur placement temporaire. Cette mesure permet à la direction d'évaluer le rendement opérationnel de la société et la performance de ses actifs. Le BAIIA ajusté n'est pas une mesure de résultat définie conformément aux principes comptables généralement reconnus. Ce n'est pas une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation de la performance financière ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de performance calculées selon les PCGR.

Cette mesure est utilisée par la société parce que la direction estime qu'il s'agit d'un instrument utile d'évaluation de la performance. C'est un outil fréquemment utilisé par le monde des affaires pour analyser et comparer la performance d'entreprises dans les secteurs où la société et ses

filiales sont actives. Signalons que la définition de cette mesure adoptée peut différer de celles d'autres entreprises.

Rapprochement du BAIIA ajusté avec la perte nette				
(en milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Exercices terminés les	
	24 avril 2010	25 avril 2009	24 avril 2010	25 avril 2009
Perte nette	(6 576)	(402)	(10 104)	(10 067)
PLUS :				
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices	505	(1 305)	(593)	(2 953)
Amortissements totaux	615	685	2 828	3 413
Frais financiers	487	517	2 073	1 741
Autres charges non monétaires	4 131	(40)	4 131	3 455
Frais de restructuration	534	(6)	928	554
Moins-value autre que temporaire sur placement temporaire	-	62	-	62
BAIIA ajusté	(304)	(489)	(737)	(3 795)

Survol de la société

Qui sommes-nous ?

Au 24 avril 2010, la société possède cinq filiales en propriété exclusive, soit :

- Sigma US Industries Inc. (« Sigma US ») et sa filiale Sigma OH Industries Inc. (« Sigma OH »), situées aux États-Unis dans l'État de l'Ohio, sont spécialisées dans la fabrication de pièces en composite pour le transport routier et en commun, notamment des pièces d'autobus et de camion, des pièces de machinerie agricole telles que des capots de tracteurs de ferme, ainsi que dans la conception de produits en composite de pointe qui sont destinés aux marchés des produits industriels.
- René Matériaux Composites Ltée (« René »), située à Saint-Éphrem-de-Beauce (Québec), est spécialisée dans la fabrication de pièces en composite pour le transport routier et en commun, telles que les pièces de camions de classes 7 et 8 et des planchers en composite pour les autobus. Au cours des trente dernières années, elle a développé des relations durables avec ses clients et ses fournisseurs pour devenir le leader dans son champ d'expertise. L'innovation, la créativité et la recherche de nouvelles technologies de production lui ont permis d'être reconnue à l'échelle mondiale par les plus importants manufacturiers de l'industrie du camion lourd.
- Transcam Composites Inc. (« Transcam »), située à Saint-Éphrem-de-Beauce (Québec), est spécialisée dans la fabrication de moules pour les clients des filiales de Sigma Industries Inc.
- Faroex Ltd. (« Faroex »), située à Gimli (Manitoba), est spécialisée dans la fabrication de composantes en matériaux composites pour l'industrie du transport routier, de l'agriculture et de l'énergie éolienne.

- PNS Tech Inc. (« PNS »), située à Saint-Agapit (Québec), est spécialisée dans la conception, la production et la distribution des pièces de rechange destinées à l'industrie agricole et à l'industrie du déneigement.

Objectifs de croissance

Pour l'exercice 2011, la stratégie de développement de la société consiste à :

- accroître les ventes en intensifiant la pénétration de nouveaux segments de marchés potentiels (Canada, États-Unis, Europe) dans le plancher en composite et l'assemblage de composantes;
- réduire les coûts de production par la modernisation de la machinerie et des équipements, la consolidation des plans de production; et
- poursuivre l'amélioration des produits existants et le développement de nouveaux produits à valeur ajoutée.

Sommaire financier 2010:

- Les ventes ont atteint 45,2 millions de dollars comparativement à 57,5 millions de dollars lors de l'exercice 2009. Cette diminution de 12,3 millions de dollars, ou 21,3 %, est principalement attribuable à la faiblesse généralisée de l'économie mondiale qui a affecté les ventes destinées à l'industrie du camion lourd et au marché des produits industriels. De plus, les conditions climatiques défavorables de l'hiver dernier ont entraîné une baisse des ventes de produits de déneigement, tandis que la réduction des ventes de produits agricoles découle d'une décision antérieure de la société d'abandonner la fabrication de certains produits.
- La société a encouru une perte avant intérêts, impôts et amortissement ajustée de 0,7 millions de dollars au cours de l'exercice 2010 comparativement à une perte ajustée de 3,8 millions de dollars pour l'exercice 2009. La diminution de la perte ajustée reflète des mesures d'optimisation des coûts de production aux installations de la société ainsi que le recentrage de l'offre en faveur de produits à plus forte contribution. L'exercice 2009 avait été marqué par des dépassements de coûts liés à des problèmes d'implantation de nouveaux procédés technologiques aux installations de Sigma OH ayant notamment causé un recours accru à la sous-traitance.
- La perte nette de l'exercice 2010 a atteint 10,1 millions de dollars comparativement à une perte nette de 10,1 millions de dollars pour l'exercice 2009. Les résultats de l'exercice 2010 comprennent des charges non monétaires de 4,1 millions de dollars liés principalement à des dépréciations d'immobilisations corporelles et à la radiation d'écart d'acquisition.
- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont utilisé des fonds de 3,4 millions de dollars lors de l'exercice 2010, une amélioration de 2,3 millions de dollars par rapport à l'exercice 2009.

Renseignements financiers annuels des exercices terminés les 24 avril 2010 et 25 avril 2009

Les résultats consolidés de la société aux 24 avril 2010 et 25 avril 2009 incluent les résultats des sociétés suivantes :

- Faroex, PNS, Sigma, René, Transcam, Sigma US et Sigma OH pour la période du 26 avril 2009 au 24 avril 2010, soit une période de 12 mois.

Survol de l'industrie du camion de classe 8 (poids lourd)

Entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2007, les nouvelles normes de la US Environmental Protection Agency (EPA) portant sur le carburant diesel et les émissions de gaz à effet de serre ont eu une influence significative sur les ventes de camions de classe 5 à 8 depuis 2006. De plus, depuis l'année civile 2008, les ventes accusent l'effet de la récession mondiale et de volatilité du prix du carburant. D'autres modifications aux normes de l'EPA entrées en vigueur en janvier 2010 ont eu pour conséquence de hausser les nouvelles commandes enregistrées à la fin de 2009 et de réduire celles du début de 2010.

Le tableau 1 chiffre les ventes mensuelles de camion classe 8 (33 001 lbs et +) pour la période de trois mois terminée le 24 avril 2010, par manufacturier :

TABLEAU 1

Ventes Camion au détail Classe 8– Mois février 2010 à avril 2010

Compagnie	Fev. 2010		Mars 2010		Avril 2010		Trimestre 4-2010		Trimestre 4-2009	
	Unités	Variation année précédente	Unités	Variation année précédente	Unités	Variation année précédente	Unités	Variation année précédente	Unités	Variation trimestre année précédente
		%		%		%		%		%
Freightliner	2 485	86,1%	3 393	34,8%	2 762	78,1%	8 640	59,9%	5 403	(33,9%)
International	1 950	12,8%	1 989	(11,7%)	2 519	26,8%	6 458	8,2%	5 968	(19,9%)
Kenworth	731	(5,7%)	859	(6,6%)	810	7,7%	2 400	(1,9%)	2 447	(42,7%)
Mack	527	16,3%	831	90,6%	669	2,6%	2 027	31,5%	1 541	(49,1%)
Peterbilt	882	5,4%	1 217	42,0%	1 106	37,9%	3 205	28,4%	2 496	(40,8%)
Volvo	756	1,5%	619	(3,1%)	602	(2,6%)	1 977	(1,2%)	2 002	(37,7%)
Sterling	32	(89,7%)	52	(90,0%)	81	(66,7%)	165	(84,7%)	1 076	(44,3%)
Autres	64	28,0%	65	(18,8%)	78	(32,2%)	207	9,5%	189	(44,9%)
Total	7 427	19,1%	9 025	9,8%	8 627	29,5%	25 079	18,7%	21 122	(35,3%)

Source: Automotive News Data Center

Le tableau 2 indique les ventes de camions de classe 8 (33 001 lbs et +) par trimestre pour les années 2004 à 2010 et harmonisées avec les trimestres financiers de la société :

TABLEAU 2

Ventes Camion au détail Classe 8 - par trimestre selon l'exercice financier de la société

Année	Trimestre 1		Trimestre 2		Trimestre 3		Trimestre 4		Total	
	Unités	Variation Trimestre précédent	Unités	Variation Trimestre précédent	Unités	Variation Trimestre précédent	Unités	Variation Trimestre précédent	Unités	Variation Année précédente
		%		%		%		%		%
2010	22 464	6,4%	23 420	4,3%	27 785	18,6%	25 079	(9,7%)	98 748	(17,5%)
2009	34 211	4,8%	33 686	(1,5%)	30 719	(8,8%)	21 122	(31,2%)	119 738	(7,0%)
2008	32 870	(28,4%)	31 263	(4,9%)	31 943	2,2%	32 631	2,2%	128 707	(50,2%)
2007	72 725	3,0%	72 462	(0,4%)	67 556	(6,8%)	45 934	(32,0%)	258 677	(2,9%)
2006	65 747	13,2%	66 678	1,4%	63 247	(5,1%)	70 591	11,6%	266 263	19,4%
2005	50 691	12,1%	56 398	11,3%	57 872	2,6%	58 092	0,4%	223 053	38,8%
2004	38 620	32,0%	38 387	(0,6%)	38 531	0,4%	45 218	17,4%	160 756	11,8%

Le tableau 3 indique les ventes de camions de classe 8 (33 001 lbs et +) annualisées pour les années 2004 à 2010 et harmonisées avec les exercices financiers de la société par manufacturier :

TABLEAU 3

Ventes camion au détail classe 8- Périodes de douze mois terminées en avril

Compagnie	2006		2007		2008		2009		2010	
	Unités	Variation Année précédente	Unités	Variation Année précédente	Unités	Variation Année précédente	Unités	Variation Année précédente	Unités	Variation Année précédente
		%		%		%		%		%
Freightliner	78 653	20,6%	72 801	(7,4%)	28 012	(61,5%)	31 260	11,6%	28 850	(7,7%)
International	48 074	11,1%	47 630	(0,9%)	28 163	(40,9%)	30 569	8,5%	27 131	(11,3%)
Kenworth	29 239	17,2%	30 845	5,5%	17 137	(44,4%)	13 667	(20,3%)	11 678	(14,6%)
Mack	28 972	25,7%	25 085	(13,4%)	11 793	(53,0%)	10 120	(14,2%)	8 305	(17,9%)
Peterbilt	32 086	13,8%	34 052	6,1%	17 803	(47,7%)	15 550	(12,7%)	13 095	(15,8%)
Volvo	28 568	28,6%	27 501	(3,7%)	13 906	(49,4%)	10 914	(21,5%)	7 173	(34,3%)
Sterling	16 609	27,0%	16 168	(2,7%)	9 572	(40,8%)	6 504	(32,1%)	1 802	(72,3%)
Autres	4 062	32,5%	4 595	13,1%	2 321	(49,5%)	1 154	(50,3%)	714	(38,1%)
Total	266 263	19,4%	258 677	(2,9%)	128 707	(50,2%)	119 738	(50,2%)	98 748	(17,5%)

Source: Automotive News Data Center

Résultats d'exploitation consolidés pour l'exercice terminé le 24 avril 2010

Résultats consolidés (en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)	Exercices terminés les		
	24 avril 2010	25 avril 2009	26 avril 2008
	\$	\$	\$
Ventes	45 228	57 483	69 769
BAlIA ajusté	(737)	(3 795)	2 294
Perte avant impôts	(10 698)	(13 020)	(1 401)
Perte nette	(10 104)	(10 067)	(550)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et diluée	42 899 095	42 899 095	42 899 095
Perte nette de base et diluée par action	(0,236)	(0,235)	(0,013)

Ventes

Les ventes consolidées de l'exercice 2010 ont atteint 45,2 millions de dollars comparativement à 57,5 millions de dollars lors de l'exercice 2009. Cette diminution de 12,3 millions de dollars, ou 21,3 %, est principalement attribuable à la faiblesse généralisée de l'économie mondiale. Cette faiblesse a notamment entraîné un recul de 5,2 millions de dollars des ventes dans le marché du camion lourd et de 2,3 millions de dollars dans le marché des produits industriels.

De plus, les conditions climatiques défavorables de l'hiver dernier ont entraîné une baisse de 2,4 millions de dollars des ventes de produits de déneigement, tandis que la réduction de 2,9 millions de dollars des ventes de produits agricoles découle d'une décision antérieure de la société d'abandonner la fabrication de certains composants, tel qu'annoncé en décembre 2008, afin de se concentrer sur les produits à plus forte contribution.

En revanche, les ventes destinées au marché de l'autobus ont augmenté de 2,9 millions de dollars, ou 47,0 %, traduisant l'apport de nouveaux contrats dans le marché de l'autobus urbain. Ces contrats ont plus que compensé la diminution des cadences de production pour l'industrie des autocars.

Finalement, la société a enregistré des ventes d'outillage totalisant 2,2 millions de dollars au cours de l'exercice 2010, comparativement à 361 929 \$ à l'exercice précédent. Ces ventes représentent la fabrication par la société, pour le compte de clients, de l'outillage nécessaire à la production ultérieure de nouveaux produits ou de produits ayant fait l'objet d'une nouvelle conception. Les ventes sont ventilées selon les familles de produits et consistent majoritairement de produits destinés au marché du camion lourd.

Informations sectorielles

Ventes par famille de produits (en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les				Exercices terminés les			
	24 avril 2010		25 avril 2009		24 avril 2010		25 avril 2009	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Camions lourds-classe 8	5 324	46,7 %	5 242	46,6 %	22 911	50,7 %	28 119	48,9 %
Autobus	2 695	23,6 %	2 179	19,4 %	8 961	19,8 %	6 095	10,6 %
Produits de déneigement	503	4,4 %	636	5,6 %	4 150	9,2 %	6 558	11,4 %
Produits agricoles	809	7,1 %	1 076	9,5 %	2 830	6,3 %	5 758	10,0 %
Produits industriels	929	8,1 %	369	3,3 %	2 821	6,2 %	5 074	8,8 %
Énergie éolienne	961	8,4 %	576	5,1 %	2 532	5,6 %	3 192	5,6 %
Autres	187	1,6 %	1 179	10,5 %	1 023	2,3 %	2 687	4,7 %
	11 408	100,0 %	11 257	100,0 %	45 228	100,0 %	57 483	100,0 %

Ventes par secteur géographique (en milliers de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les				Exercices terminés les			
	24 avril 2010		25 avril 2009		24 avril 2010		25 avril 2009	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
États-Unis	6 827	59,8 %	7 108	63,1 %	27 177	60,1 %	36 027	62,7 %
Canada	4 019	35,2 %	3 816	33,9 %	15 470	34,2 %	19 989	34,8 %
Amérique du Sud	563	4,9 %	21	0,2 %	1 702	3,8 %	138	0,1 %
Asie	39	0,3 %	174	1,6 %	454	1,0 %	721	1,3 %
Australie	34	0,3 %	89	0,8 %	320	0,7 %	216	0,4 %
Europe	(74)	(0,6 %)	49	0,4 %	105	0,2 %	392	0,7 %
	11 408	100,0 %	11 257	100,0 %	45 228	100,0 %	57 483	100,0 %

Les ventes provenant des États-Unis ont totalisé 27,2 millions de dollars, soit 60,1 % des ventes de l'exercice 2010, comparativement à 36,0 millions de dollars, ou 62,7 % des ventes pour l'exercice précédent. La diminution des ventes effectuées auprès de clients américains est principalement due à la baisse d'activité dans le marché du camion lourd découlant du ralentissement économique mondial et ayant affecté plus particulièrement les États-Unis.

Les ventes provenant des cinq clients les plus importants ont représenté 68,8 % des ventes totales de la société au cours de l'exercice 2010, comparativement à 63,9 % lors de l'exercice 2009. Trois de ces clients représentaient plus de 10 % des ventes totales de la société pour l'exercice 2010 et deux de ces clients pour l'exercice 2009. En 2010, le client le plus important représentait des ventes de plus de 2,3 fois (1,4 fois en 2009) supérieures à celles représentées par le deuxième client en importance de la société.

De façon générale, les ventes de la société ne sont pas tributaires de facteurs saisonniers, exception faite des ventes de produits de déneigement et de produits agricoles. Néanmoins, ces deux catégories de produits tendent à avoir des fluctuations saisonnières contraires qui minimisent l'impact de la saisonnalité sur les résultats d'exploitation consolidés.

Coût des ventes et frais d'exploitation

Le coût des ventes et les frais d'exploitation ont totalisé 45,3 millions de dollars, soit 100,1 % des ventes de la société lors de l'exercice terminé le 24 avril 2010 comparativement à 61,7 millions de dollars, ou 107,4 % des ventes, pour l'exercice terminé le 25 avril 2009. La diminution en termes monétaires s'explique par le recul des ventes entre les deux périodes de comparaison, tandis que la diminution en pourcentage des ventes reflète l'effet favorable des mesures d'optimisation des coûts de production de la société déployées antérieurement ainsi que du recentrage de l'offre en faveur de produits à plus forte contribution. Par contre, la diminution du volume dans l'industrie du camion lourd a eu une incidence négative sur l'absorption des frais fixes.

À noter que l'exercice 2009 fut marqué par des dépassements de coûts portant sur la fabrication de certains composants destinés aux marchés de l'autobus et de l'équipement agricole. Ces coûts attribuables à des problèmes d'implantation de nouveaux procédés de fabrication aux installations de Sigma OH, en Ohio, avaient causé un recours accru à la sous-traitance. La société a annoncé en décembre 2008 qu'elle cessait la production de ces composants.

Perte (gain) de change

La société a enregistré une perte de change de 620 775 \$ lors de l'exercice 2010. Cette perte provient surtout des fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar US, passant d'un taux de clôture au 25 avril 2009 de 1,2097 à un taux de 0,9991 au 24 avril 2010. À l'opposé, l'exercice 2009 s'était soldé par un gain de change de 454 447 \$.

Pour réduire l'impact des gains ou pertes de change futurs, la société a conclu des contrats lui permettant de vendre ou d'acheter des devises étrangères à divers taux de change à terme, lesquels se résument comme suit :

Description	Date d'expiration	Montant contractuel \$	Taux contractuel moyen pondéré \$
Au 24 avril 2010			
Vente de dollars US	Mai 2010 à avril 2011	4 200 000	1,1043
Au 25 avril 2009			
Vente de dollars US	Mai 2009 à avril 2010	3 800 000	1,1750

Au 24 avril 2010, le bilan consolidé de la société affichait un actif net non réalisé de 425 854 \$. Au cours de l'exercice 2010, la société a vendu 8,5 millions de dollars US à un taux de change moyen de 1,1253, tandis qu'elle avait vendu 9,1 millions de dollars US à un taux de change moyen de 1,0338 pendant l'exercice 2009.

BAIIA ajusté

La perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée a atteint 736 869 \$ à l'exercice 2010, en progression par rapport à une perte ajustée de 3,8 millions de dollars pour l'exercice 2009. Les opérations canadiennes ont généré un BAIIA ajusté de 287 759 \$, soit 0,7 % des ventes, au cours de l'exercice 2010, comparativement à un BAIIA ajusté de 1,2 million de dollars, ou 2,4 % des ventes, lors de l'exercice 2009. Pour sa part, la filiale étrangère autonome Sigma US a enregistré

une perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée de 1,0 million de dollars à l'exercice 2010 comparativement à une perte ajustée de 5,0 millions de dollars lors de l'exercice 2009. La perte ajustée de l'exercice 2009 est essentiellement liée aux dépassements de coûts mentionnés précédemment.

Frais financiers

Les frais financiers de l'exercice 2010 ont atteint 2,1 millions de dollars, en hausse par rapport à 1,7 million de dollars lors de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique par une augmentation des taux d'intérêts applicables sur les facilités de crédit de la société depuis le début de l'exercice 2010.

Au 24 avril 2010, environ 74,3 % de la dette à long terme, soit 15,3 millions de dollars sur une dette à long terme totale de 20,6 millions de dollars (incluant la partie à court terme, mais excluant les frais de financement reportés), était à taux variable.

Amortissements

Les amortissements de l'exercice 2010 ont atteint 2,8 millions de dollars, comparativement à 3,4 millions de dollars lors de l'exercice 2009. Cette baisse reflète essentiellement une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles en raison de la baisse généralisée du volume d'affaires au cours des derniers trimestres ainsi que la radiation des immobilisations corporelles et des actifs incorporels de GSC au deuxième trimestre de l'exercice 2009.

Autres charges non monétaires et frais de restructuration

Pour l'exercice terminé le 24 avril 2010, la société a comptabilisé des charges non monétaires atteignant 4,1 millions de dollars. Ces charges portent sur la radiation et la dépréciation d'éléments d'actifs de PNS, Sigma OH et Transcam. Les charges ont été comptabilisées au quatrième trimestre de l'exercice 2010 et se détaillent ainsi :

- 1- 1,6 million de dollars afin de radier l'écart d'acquisition comptabilisé lors de l'acquisition de PNS;
- 2- 1,2 million de dollars en lien avec la dépréciation d'immobilisations corporelles de Sigma OH;
- 3- 1,3 million de dollars en lien avec la dépréciation d'immobilisations corporelles de Transcam;
- 4- 22 000 \$ en lien avec la dévaluation des actifs incorporels de Transcam.

Pour l'exercice terminé le 24 avril 2010, la société a inscrit des frais de restructuration totalisant 928 330 \$ représentant des honoraires professionnels (771 990 \$) ainsi que des indemnités de départ et de mises à pied (156 340 \$) dans les différentes filiales de la société.

Au cours de l'exercice 2009, la société avait comptabilisé des charges non monétaires totalisant 3,5 millions de dollars portant majoritairement sur la radiation d'éléments d'actifs de la filiale GSC, dont l'usine avait fermé ses portes à la fin du mois de décembre 2008. Les charges furent comptabilisées au deuxième trimestre de l'exercice 2009 et se détaillaient ainsi :

- 1- 1,3 million de dollars pour la radiation d'immobilisations corporelles, dont la majorité provient de l'outillage lié aux contrats dont la production a été abandonnée par Sigma OH;
- 2- 1,4 million de dollars en lien avec la dévaluation des actifs incorporels de GSC;
- 3- 0,8 million de dollars afin de radier l'écart d'acquisition comptabilisé lors de l'acquisition de GSC.

Pour l'exercice 2009, la société avait inscrit des frais de restructuration de 554 356 \$, lesquels comprenaient des honoraires professionnels (303 013 \$) ainsi que des indemnités de départ et de mises à pied (251 343 \$).

Recouvrement d'impôts sur les bénéfices

Pour l'exercice terminé le 24 avril 2010, la société a bénéficié d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices de 593 237 \$ (ou 5,5 % de la perte avant impôts) comparativement à un recouvrement de 3,0 millions de dollars (ou 22,7 % de la perte avant impôts) lors de l'exercice précédent. Le plus faible taux de recouvrement de l'exercice 2010 s'explique par une moins-value d'actifs d'impôts futurs comptabilisée dans une filiale et du fait que la radiation de l'écart d'acquisition de PNS et la dépréciation des immobilisations corporelles de Sigma OH ne sont pas admissibles à une déduction aux fins d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices. La non-admissibilité dans le cas de Sigma OH s'explique par la radiation antérieure des actifs d'impôts futurs de cette filiale étrangère autonome. Ainsi, pour l'instant, l'entité ne peut se prévaloir d'un recouvrement d'impôts sur les bénéfices.

Le taux d'imposition statutaire combiné du gouvernement fédéral canadien et du gouvernement provincial pour la société s'élevait à 30,57 % pour l'exercice 2010 et à 30,90 % pour 2009.

Perte nette

La perte nette de la société pour l'exercice terminé le 24 avril 2010 s'est élevée à 10,1 millions de dollars, soit 0,236 \$ par action sur une base diluée, comparativement à une perte nette de 10,1 millions de dollars, soit 0,235 \$ par action sur une base diluée pour l'exercice terminé le 25 avril 2009. L'amélioration engendrée par les mesures d'optimisation des coûts de production déployées antérieurement, le recentrage de l'offre en faveur de produits à plus forte contribution de même que les dépassements de coûts qui avaient affligé l'exercice 2009 a été neutralisée par des charges non monétaires plus élevées, l'effet des variations des devises sur les gains et pertes de change ainsi qu'un taux de recouvrement d'impôts sur les bénéfices moins élevé.

Situation financière

Données tirées des bilans consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)	Aux	
	24 avril 2010	25 avril 2009
	\$	\$
Actif à court terme	14 705	16 974
Actif total	35 428	46 558
Passif à court terme	18 017	15 230
Dette à long terme (incluant la partie à court terme)	20 270	21 837
Passif total	34 694	36 927
Capitaux propres	734	9 631

Actif

L'actif total s'élève à 35,4 millions de dollars au 24 avril 2010, en baisse comparativement à 46,6 millions de dollars au 25 avril 2009.

Les actifs à court terme ont diminué de 2,3 millions de dollars pour atteindre 14,7 millions de dollars. Ce repli est principalement attribuable à une baisse de 1,6 million de dollars de la valeur des stocks et de 0,9 million de dollars de la valeur des comptes débiteurs en raison de la diminution des ventes par rapport à l'exercice précédent. En revanche, la trésorerie et la trésorerie affectée s'est accrue de 561 611 \$ pour atteindre 565 022 \$ au 24 avril 2010.

Quant aux actifs à long terme, les immobilisations corporelles ont diminué de 5,8 millions de dollars. Cette réduction reflète la dépréciation susmentionnée des immobilisations corporelles de Sigma OH et de Transcam ainsi qu'une charge d'amortissement supérieure aux acquisitions d'immobilisations corporelles au cours de l'exercice 2010.

La valeur des actifs incorporels atteignait 4,0 millions de dollars au 24 avril 2010, en baisse de 1,0 million de dollars par rapport au 25 avril 2009. Cette diminution s'explique par une charge d'amortissement des actifs incorporels totalisant 1,0 million de dollars. En raison de la radiation de 1,6 million de dollars de l'écart d'acquisition comptabilisé lors de l'acquisition de PNS, la valeur des écarts d'acquisitions consolidés de la société est désormais de 0 \$.

Suite à une provision pour moins-value, les actifs d'impôts futurs à long terme sont désormais de 0 \$.

Passif

Au 24 avril 2010, la valeur du passif total de la société s'établissait à 34,7 millions de dollars comparativement à 36,9 millions de dollars au 25 avril 2009.

La valeur du passif à court terme a augmenté de 2,8 millions de dollars pour s'élever à 18,0 millions de dollars. Cette hausse découle essentiellement d'une augmentation de 2,7 millions de dollars de la partie à court terme de la dette à long terme par rapport à l'exercice antérieur.

Au cours du prochain exercice, une radiation des comptes créditeurs et charges au montant de 2,1 millions de dollars sera comptabilisée suite à la mise en faillite de Sigma OH en vertu du chapitre 7 de la loi américaine.

Au 24 avril 2010, les emprunts bancaires de la société totalisaient 4,9 millions de dollars sur une marge de crédit bancaire autorisée de 10,0 millions de dollars en devise canadienne, portant intérêt au taux préférentiel plus 3,5 %. La société dispose également d'une marge de crédit bancaire de 1,0 million de dollars en devise américaine, portant intérêt au taux préférentiel américain plus 4,0 % et d'une marge de crédit immobilière de 1,0 million de dollars en devise canadienne, portant intérêt au taux préférentiel plus 4,0 %. Elle dispose aussi d'une facilité de crédit de 2,0 millions de dollars pour le risque lié à la conversion des devises et d'un crédit de 250 000 \$ pour le risque lié au règlement relatif aux transferts de fonds électroniques. Ces facilités de crédit sont renouvelables annuellement.

La dette à long terme, incluant la partie à court terme et les frais de financement reportés, s'élevait à 20,3 millions de dollars au 24 avril 2010, en baisse comparativement à un endettement à long terme de 21,8 millions de dollars au 25 avril 2009.

Ratios financiers

En vertu de ses ententes de crédit, la société s'est engagée à respecter certaines conditions ainsi que certains ratios financiers. En date du 24 avril 2010 la société était en défaut face à ses conditions et ratios financiers. Dans le cadre de la restructuration décrite dans la rubrique Événement subséquent, le créancier s'est engagé à ne pas invoquer de cas de défaut pour ceux existant au 24 avril 2010 et par la suite. De plus, ce dernier a accepté de suspendre l'applicabilité de tous les ratios exigés et ce, jusqu'à la fin de prochain exercice financier.

Liquidités, flux de trésorerie et financement

Le tableau suivant présente les éléments des flux de trésorerie aux dates indiquées.

Flux de trésorerie (en milliers de dollars canadiens)	Trois mois terminés les		Exercices terminés les	
	24 avril 2010	25 avril 2009	24 avril 2010	25 avril 2009
Activités d'exploitation	(144)	(74)	(1 415)	(3 004)
Activités de financement	(96)	(862)	871	4 481
Activités d'investissement	(377)	(40)	(28)	(1 798)
Effet des fluctuations du taux de change sur la trésorerie	255	116	929	(329)
Variation nette de la trésorerie	(362)	(860)	357	(650)
Trésorerie au début	722	863	3	653
Trésorerie à la fin	360	3	360	3

Les activités d'investissement liées aux acquisitions d'immobilisations corporelles de la société ont été principalement financées par les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ainsi que par ses facilités de crédit.

La société est d'avis que ses liquidités, ajoutées à sa facilité de crédit renouvelable et aux fonds générés par ses activités au cours des prochains trimestres, seront suffisantes pour répondre à ses besoins de trésorerie dans un avenir prévisible.

Activités d'exploitation

Au cours de l'exercice terminé le 24 avril 2010, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont réduit les liquidités de 3,4 millions de dollars comparativement à une réduction de 5,6 millions pour l'exercice terminé le 25 avril 2009. Cette progression s'explique essentiellement par la diminution de la perte avant intérêts, impôts et amortissements et charges non monétaires de la société.

La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement a généré des liquidités de 1,9 million de dollars au cours de l'exercice 2010, principalement en raison d'une diminution des comptes débiteurs et des stocks. La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement avait entraîné une hausse des liquidités de 2,6 millions de dollars à l'exercice 2009.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont ainsi réduit les liquidités de 1,4 million de dollars pour l'exercice 2010, comparativement à une réduction de 3,0 millions de dollars un an plus tôt.

Activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont généré des liquidités de 871 065 \$ au cours de l'exercice 2010, principalement en raison d'une hausse de 1,5 million de dollars des emprunts bancaires, laquelle fut en partie compensée par une diminution nette de 563 156 \$ des dettes à long terme. Pour l'exercice 2009, les flux de trésorerie liés aux activités de financement avaient généré des liquidités de 4,5 millions de dollars.

Activités d'investissement

Pour l'exercice terminé le 24 avril 2010, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement ont diminué la trésorerie de 27 471 \$, alors que le produit de disposition d'immobilisations corporelles totalisant 362 928 \$ fut contrebalancé par des acquisitions d'immobilisations corporelles de 127 911 \$, une augmentation des actifs incorporels de 58 224 \$ et une diminution de la trésorerie affectée de 204 624 \$. Lors de l'exercice 2009, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement avaient requis des liquidités de 1,8 million de dollars en raison principalement de l'achat de machinerie et d'équipements totalisant 1,2 million de dollars.

SOMMAIRE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE PAR TRIMESTRE (NON VÉRIFIÉ)

Sommaire des résultats trimestriels consolidés (non vérifiés, en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

	25 juillet 2009	24 octobre 2009	23 janvier 2010	24 avril 2010	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Exercice terminé le 25 avril 2009					
Ventes	11 230	10 712	11 878	11 408	45 228
BAlIA ajusté *	(492)	(292)	351	(304)	(737)
Perte avant impôts	(1 877)	(1 821)	(928)	(6 072)	(10 698)
Perte nette	(1 477)	(1 351)	(699)	(6 577)	(10 104)
Nombre moyen pondéré d'actions en circ. de base et dilué	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095
Perte nette par action de base et diluée	(0,034)	(0,032)	(0,016)	(0,153)	(0,236)
Exercice terminé le 25 avril 2009					
	26 juillet 2008	25 octobre 2008	24 janvier 2009	25 avril 2009	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Ventes	15 209	16 761	14 256	11 257	57 483
BAlIA ajusté *	382	(2 732)	(956)	(489)	(3 795)
Perte avant impôts	(895)	(8 088)	(2 330)	(1 707)	(13 020)
Perte nette	(599)	(7 101)	(1 965)	(402)	(10 067)
Nombre moyen pondéré d'actions en circ. de base et dilué	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095	42 899 095
Perte nette par action de base et diluée	(0,014)	(0,166)	(0,046)	(0,009)	(0,235)

* Le BAlIA ajusté est une mesure financière non conforme aux PCGR qui résulte du bénéfice net (perte nette) plus les impôts sur les bénéfices, les frais financiers et les amortissements et exclut les frais de restructuration, les autres charges non monétaires et la moins-value autre que temporaire sur placement temporaire.

Données tirées des bilans consolidés (non vérifiés, en milliers de dollars canadiens)

	25 juillet 2009	24 octobre 2009	23 janvier 2010	24 avril 2010
	\$	\$	\$	\$
Actif à court terme	18 226	18 607	15 772	14 705
Actif total	46 688	46 156	42 944	35 428
Passif à court terme	17 691	19 202	17 871	18 018
Passif total	37 881	38 523	36 046	34 694
Capitaux propres	8 807	7 633	6 898	734
Exercice terminé le 25 avril 2009				
	26 juillet 2008	25 octobre 2008	24 janvier 2009	25 avril 2009
	\$	\$	\$	\$
Actif à court terme	22 359	26 300	20 718	16 974
Actif total	56 965	59 640	53 255	46 558
Passif à court terme	18 719	43 747	39 463	15 230
Passif total	37 261	47 961	43 368	36 927
Capitaux propres	19 704	11 679	9 887	9 631

Résultats du quatrième trimestre

Ventes

Les ventes du quatrième trimestre terminé le 24 avril 2010 ont atteint 11,4 millions de dollars, en hausse de 151 394 \$ comparativement à 11,3 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice 2009. Alors que les ventes destinées au marché du camion lourd sont demeurées essentiellement stables, les ventes de produits industriels ont augmenté de 560 695 \$ et les ventes destinées au marché de l'autobus se sont accrues de 515 941 \$. En revanche, les ventes de produits agricoles et de produits de déneigement se sont repliées de 266 688 \$ et de 132 830 \$, respectivement.

Le coût des ventes et les frais d'exploitation ont atteint 101,1 % des ventes lors du quatrième trimestre terminé le 24 avril 2010, comparativement à 105,3 % des ventes un an plus tôt.

BAIIA ajusté

La perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée s'est élevée à 304 490 \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2010 comparativement à une perte ajustée de 489 743 \$ pour la même période en 2009. Cette amélioration témoigne des mesures d'optimisation des coûts de production déployées antérieurement et du recentrage de l'offre en faveur de produits à plus forte contribution.

Les opérations canadiennes ont généré un BAIIA ajusté de 252 168 \$, soit 2,4 % des ventes, au quatrième trimestre de l'exercice 2010, comparativement à un BAIIA ajusté de 400 821 \$, ou 4,3 % des ventes, pour le quatrième trimestre de l'exercice 2009. Quant à elle, la filiale étrangère autonome Sigma US a enregistré une perte avant intérêts, impôts et amortissements ajustée de 556 658 \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2010 contre une perte ajustée de 890 564 \$ un an auparavant.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2010, la société a comptabilisé des charges non monétaires totalisant 4,1 millions de dollars. Ces charges portent sur la radiation et la dépréciation d'éléments d'actifs de PNS, Sigma OH et Transcam (voir «Autres charges non monétaires et frais de restructuration»). De plus, la société a inscrit des frais de restructuration totalisant 534 512 \$ représentant des honoraires professionnels ainsi que des indemnités de départ et de mises à pied.

Bénéfice net (perte nette)

En raison des charges non monétaires, la société a enregistré une perte nette de 6,6 millions de dollars, soit 0,153 \$ par action sur une base diluée, au quatrième trimestre de l'exercice 2010, comparativement à une perte nette de 402 150 \$, soit 0,009 \$ par action sur une base diluée, pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Capitaux propres

Capital social

Il n'y a eu aucun changement depuis le 27 avril 2008 et en date du présent rapport de gestion, aucun changement n'est survenu dans le capital social de la société.

Options d'achat d'actions aux administrateurs, dirigeants, employés et consultants

Le régime d'options d'achat d'actions de la société destiné à ses employés, ses dirigeants, ses administrateurs et ses consultants est entré en vigueur le 7 octobre 2005. Le nombre maximal d'actions pouvant être émis en vertu du régime est limité à 10 % du capital social émis et en circulation. La durée maximale des options est de cinq ans. Les options peuvent être exercées selon les termes définis par le conseil d'administration au moment de leur octroi. Le prix d'acquisition des actions en vertu du régime ne peut être inférieur au cours escompté.

Le tableau suivant présente les renseignements relatifs aux options d'achat d'actions en circulation et exerçables dans le cadre du régime en date du 24 avril 2010 :

	Nombre	Charges de rémunération totales (note a) \$
Nombre et charges de rémunération totales des options d'achats d'actions octroyées depuis l'instauration du régime	2 425 000	550 677
Charges de rémunération à base d'actions pour les exercices précédents		550 677
Incidence des options exercées et forcloses sur les charges de rémunération		nil
Charges de rémunération à base d'actions au cours de l'exercice		nil
Options en circulation au 24 avril 2010	1 045 000	
Options exerçables au 24 avril 2010	1 045 000	
Options exercées depuis l'instauration du régime	540 000	
Options forcloses depuis l'instauration du régime (note b)	840 000	

Note a- Le montant des charges de rémunération totales durant leur période d'acquisition

Note b- Au cours des exercices terminés les 24 avril 2010 et 25 avril 2009, des montants de 123 714 \$ et 84 496 \$ ont été respectivement comptabilisés au surplus d'apport.

En date du présent rapport de gestion, aucun changement n'est survenu dans le régime d'options d'achat d'actions. Dans le cadre de la restructuration décrite à la rubrique Événements subséquents, toutes les options d'achat d'actions seront annulées.

Bons de souscription

Le tableau suivant résume les informations relatives aux bons de souscription en circulation et exerçables au 24 avril 2010 :

Date de levée la plus tardive	Prix de levée	Nombre	Valeur monétaire (si exercé en totalité)
6 octobre 2010	0,40 \$	100 000	40 000
14 et 29 mars 2012	1,15 \$	2 778 159	3 194 883

En date du présent rapport de gestion, aucun changement n'est survenu dans les bons de souscription en circulation et exerçables de la société. Dans le cadre de la restructuration décrite à la rubrique Événements subséquents, tous les bons de souscriptions seront annulés.

PRINCIPALES CONVENTIONS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés de la société sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. La préparation d'états financiers conformément aux PCGR exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers. Ces mêmes estimations et hypothèses ont aussi une incidence sur la présentation des éventualités en date des états financiers, de même que sur les postes de produits et de charges des exercices. Les principales estimations de la société comprennent la juste valeur des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition, la provision pour créances irrécouvrables, la provision pour désuétude des stocks, la provision pour moins-value sur les actifs d'impôts futurs, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels ainsi que certaines charges à payer. La direction est d'avis que ses estimations sont adéquates; toutefois, il est possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

Les principales conventions comptables nécessitant une utilisation importante de jugements et d'estimations de la part de la direction sont présentées ci-dessous. La description complète des conventions comptables est présentée dans la section correspondante des états financiers consolidés dans le rapport annuel 2010 de la société.

Provision pour créances irrécouvrables

La société évalue le recouvrement de ses comptes débiteurs sur une base régulière en examinant les soldes à recevoir depuis un certain temps. Elle établit une provision pour créances irrécouvrables en fonction de ses expériences passées en matière de recouvrement des comptes débiteurs et en fonction des renseignements disponibles au sujet du statut des soldes de ses comptes débiteurs. Si la situation financière de ses clients se détériorait et faisait en sorte de diminuer leur capacité d'effectuer les versements requis, une provision additionnelle pourrait être requise, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives sur les résultats futurs de la société.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif pour les matières premières et selon la méthode du prix de revient complet pour les produits en cours et les produits finis.

La société établit ces provisions selon les quantités en stock et en fonction des besoins prévus pour appuyer les ventes futures de ses produits. Il est possible que des provisions additionnelles soient requises si les ventes futures sont moindres que prévu ou si la répartition des ventes des produits s'avère très différente de ce qui est prévu, ce qui pourrait avoir des conséquences négatives sur les résultats futurs de la société.

Évaluation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels dont la durée de vie utile est limitée sont soumis à un test de dépréciation lors d'événements ou de circonstances indiquant la possibilité d'un non-recouvrement des coûts. À cet égard, une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure aux flux monétaires futurs non actualisés que cet actif est censé procurer. Le montant de toute perte de valeur, s'il y a lieu, représente l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

Les actifs incorporels dont la durée de vie utile est limitée font l'objet d'une moins-value dans le cas de toute dépréciation de la portion non amortie. Les actifs incorporels dont la durée de vie utile est indéfinie sont soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment lors d'événements ou de circonstances pouvant indiquer une perte de valeur. Une perte de valeur existe lorsque la valeur comptable de l'actif incorporel excède sa juste valeur. Au cours des exercices de 2010 de même que 2009, une perte de valeur a été constatée à cet égard.

Finalement, l'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation sur une base annuelle en fin d'exercice, ou plus fréquemment, si les indicateurs de dépréciation se manifestent, en ce qui concerne la juste valeur de chaque unité d'exploitation rattachée à l'écart d'acquisition. Une perte de valeur est constatée pour tout écart d'acquisition ayant fait l'objet d'une dépréciation. Au cours de l'exercice 2010 de même qu'au cours de l'exercice 2009, une perte de valeur a été constatée à cet égard.

Le chapitre 3064 du Manuel de l'ICCA « *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels* » définit les normes que doivent adopter les entreprises pour constater, évaluer et présenter l'écart d'acquisition suite à leur constatation initiale ainsi que les actifs incorporels, et pour fournir l'information requise à cet égard. Ils doivent faire l'objet d'un test de dépréciation sur une base annuelle, ou plus fréquemment, si des événements ou des circonstances surviennent, indiquant qu'il est plus probable qu'improbable qu'ils aient subi une perte de valeur.

La recouvrabilité des écarts d'acquisition est déterminée au niveau des unités d'exploitation, au moyen d'un test de dépréciation en deux étapes. Premièrement, la valeur comptable nette de l'unité d'exploitation est comparée à sa juste valeur. Si la valeur comptable nette de l'unité d'exploitation excède sa juste valeur, la deuxième étape du test doit être effectuée. Lors de cette étape, le montant de toute perte de valeur des écarts d'acquisition représente l'excédent de la valeur comptable d'un écart d'acquisition sur sa juste valeur. Ce montant est porté aux résultats de la période au cours de laquelle elle survient. Aux fins de ce test de dépréciation, la juste valeur

des écarts d'acquisition est estimée de la même façon que lors de regroupements d'entreprises, c'est-à-dire qu'elle représente l'excédent de la juste valeur d'une unité d'exploitation sur la juste valeur estimative de ses actifs nets identifiables.

En ce qui concerne les actifs à long terme, une perte de valeur existe lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs excède les flux monétaires futurs non actualisés que procurera cet actif ou ce groupe d'actifs. Le montant de toute perte de valeur représente l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur. La juste valeur des actifs à long terme est déterminée en fonction des flux monétaires actualisés.

Pour l'exercice terminé le 24 avril 2010, la société a effectué un examen complet de la performance actuelle et de l'orientation stratégique de ses filiales. Cet examen stratégique a révélé que plusieurs facteurs économiques tels que la crise financière actuelle à l'échelle mondiale, la baisse dans la demande de certains produits manufacturés et la crise pour l'obtention de crédit à terme aux États-Unis pouvaient avoir un impact sur la société. Par conséquent, la société a effectué une analyse en profondeur afin de déterminer s'il était pertinent de conserver la fabrication de certains produits et de garder certains marchés. De plus, étant donné la présence de ces facteurs, des changements ont été apportés à l'estimation de la valeur de réalisation pour l'une des filiales de la société. L'examen stratégique portait sur la valeur de certains actifs, y compris les stocks, les comptes débiteurs, les actifs incorporels et l'écart d'acquisition dans la filiale.

Suite à l'examen décrit ci-dessus, la société a inscrit des charges non monétaires de 4 131 013\$ qui sont principalement liées à deux des filiales. Ces charges se détaillent comme suit :

	2010	2009
	\$	\$
Immobilisations corporelles	2 458 674	1 266 404
Actifs incorporels	22 083	1 352 809
Écart d'acquisition	1 650 256	836 133
	<hr/>	<hr/>
Total	4 131 013	3 455 346

Comptabilisation des actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers détenus aux fins de transaction sont constatés à la juste valeur, et les variations sont comptabilisées au résultat net. Les actifs et passifs financiers détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et autres passifs financiers sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les actifs financiers disponibles à la vente sont mesurés à la juste valeur ou au coût s'il n'existe pas de cotations publiées sur un marché actif et les variations sont comptabilisées au résultat étendu.

La société a choisi de capitaliser les frais de transaction lors de la comptabilisation initiale et de les présenter avec les instruments financiers afférents. Ils sont par la suite amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le tableau suivant résume le modèle comptable que la société a choisi d'appliquer à chacune de ses principales catégories d'instruments financiers:

Trésorerie et trésorerie affecté	Détenue à des fins de transaction
Comptes débiteurs	Prêts et créances
Contrat dérivés de change à terme	Détenus à des fins de transaction
Autres passifs financiers	Détenus à des fins autres que de transaction

Nouvelles conventions comptables

Adoptées au cours de l'exercice

Le 26 avril 2009, la société a adopté les nouveaux chapitres 3064, « *Écarts d'acquisition et actifs incorporels* », qui remplace le chapitre 3062, « *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels* » et le chapitre 3450, « *Frais de recherche et de développement* » publiés par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Ce chapitre établit les normes de constatation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. L'adoption de ces nouvelles normes n'a eu aucune incidence sur ses états financiers consolidés.

En juin 2009, le chapitre 3862 « *Instrument financiers-informations à fournir* » du manuel de l'ICCA a été modifié afin d'améliorer les obligations d'information sur les évaluations à la juste valeur et sur le risque de liquidité des instruments financiers. Ces nouvelles exigences apportent des modifications et des ajouts aux notes des états financiers, dont une classification des instruments financiers présentés à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux. Cette hiérarchie reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur. La hiérarchie de ces évaluations se compose de trois niveaux qui sont définis dans le Manuel de l'ICCA comme suit :

Niveau 1 : les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Un changement dans la méthode de l'évaluation de la juste valeur peut donner lieu à un transfert entre niveaux. Selon ces définitions, la trésorerie et trésorerie affectée et les contrats dérivés de change à terme ont été évalués comme étant de Niveau 2 et au 25 avril 2009 la société n'avait aucun instrument financier de Niveau 3.

À être adoptées

En janvier 2009, l'ICCA a publié les chapitres 1582 « *Regroupements d'entreprises* », 1601 « *États financiers consolidés* » et 1602 « *Participations sans contrôle* ».

Le chapitre 1582 sera en convergence avec l'IFRS 3, « *Regroupements d'entreprises* ». Le chapitre 1602 sera en convergence avec les dispositions de l'IAS 27, « *États financiers consolidés et individuels* », concernant les participations sans contrôle. Enfin le chapitre 1601 reprendra les exigences du chapitre 1600 « *États financiers consolidés* », autres que celles touchant les participations sans contrôle.

Le chapitre 1582 s'applique aux opérations où l'acquéreur obtient le contrôle d'une ou de plusieurs entreprises. Le terme « entreprise » est défini plus largement que dans la norme existante. La plupart des actifs acquis et des passifs pris en charge, y compris les passifs éventuels considérés comme « improbables » seront évalués à leur juste valeur. Les coûts d'acquisition doivent être passés en charges.

En vertu du chapitre 1602, toute participation ne donnant pas le contrôle sera comptabilisée comme une composante distincte des capitaux propres. Le calcul du résultat net ne comporte aucune déduction au titre des participations sans contrôle. Le résultat net sera plutôt réparti entre les participations donnant le contrôle et les participants sans contrôle.

Les nouvelles normes entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter de janvier 2011. La société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET AUTRES

Juste valeur

La trésorerie et trésorerie affectée, les contrats dérivés de change à terme et les emprunts bancaires sont comptabilisés à la juste valeur alors que les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et charges ainsi que la dette à long terme sont des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur en raison de leur échéance à court terme ou des taux courants du marché pour la majorité des emprunts inclus dans la dette à long terme. La juste valeur des comptes créditeurs et charges sujets à règlement est décrite à la note 8 des états financiers consolidés.

Risque de crédit

Les instruments financiers qui pourraient assujettir la société à un risque de concentration de crédit se composent principalement de trésorerie et de comptes débiteurs. La trésorerie est déposée dans des comptes bancaires auprès de banque à charte canadiennes et américaines. Par conséquent, la société estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est minime.

En général, la société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre de ses clients à l'égard de ses comptes clients; cependant, le crédit est accordé aux clients uniquement après une évaluation de leur solvabilité. En outre, la société révisé continuellement le crédit de tous ses clients et établit une provision pour les créances irrécouvrables lorsqu'il est jugé qu'un compte ne pourra être recouvré. La provision pour créances irrécouvrables s'établit respectivement à 512 907 \$ au 24 avril 2010 et 450 769 \$ au 25 avril 2009.

La société a souscrit à une assurance émise par Exportation et Développement Canada pour ses comptes clients majeurs aux États-Unis et en Amérique du Sud, soit environ 53 % des comptes débiteurs de la société.

Risque de taux d'intérêt

Aux 24 avril 2010 et 25 avril 2009, l'exposition de la société au risque de taux d'intérêt se résume comme suit :

Trésorerie et trésorerie affectée	Taux d'intérêt variable
Comptes débiteurs	Sans intérêt
Contrats dérivés de change à terme	Sans intérêt
Emprunts bancaires	Taux d'intérêt variable
Comptes créditeurs et charges	Sans intérêt
Comptes créditeurs et charges sujets à règlement	Sans intérêt
Dette à long terme	Tel que décrit à la note 9 des états financiers consolidés pour les exercices terminés le 24 avril 2010 et le 25 avril 2009

Risque de change et contrats de change à terme

La société est exposée aux risques de change par les ventes à l'étranger de produits fabriqués au Canada et par une partie de ses achats, lesquels sont libellés, pour la plupart, en dollars US. Ces risques sont partiellement compensés par des contrats de change à terme et par certains frais d'exploitation libellés en dollars US et en euros. Au 24 avril 2010 de même qu'au 25 avril 2009, la société avait conclu des contrats lui permettant de vendre des dollars US à divers taux de change à terme, lesquels se résument comme suit :

Description	Date d'expiration	Montant contractuel \$	Taux contractuel moyen pondéré \$	Juste valeur \$
Au 24 avril 2010				
Vente de dollars US	Mai 2010 à avril 2011	4 200 000	1,1043	425 854
Au 25 avril 2009				
Vente de dollars US	Mai 2009 à avril 2010	3 800 000	1,1750	(116 586)

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Il n'y a eu aucun arrangement hors bilan dans les états financiers consolidés annuels au 24 avril 2010.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles de la société pour les baux d'exploitation et la dette à long terme au 24 avril 2010.

Année	Baux d'exploitation	Dette à long terme	Total
	\$		
2011	73 618	3 857 500	3 931 118
2012	30 533	4 028 190	4 058 723
2013	30 401	2 755 157	2 785 558
2014	25 912	3 356 373	3 382 285
2015	19 251	496 844	516 095
Par la suite	1 118	6 114 914	6 116 032
	<u>180 833</u>	<u>20 608 978</u>	<u>20 789 811</u>

Certains baux de location comportent une option de renouvellement.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES APPARENTÉES

Au cours de l'exercice 2010, la société n'a conclu aucune opération entre parties apparentées et n'a versé aucuns honoraires de gestion à des administrateurs.

ÉVÉNEMENTS SUBSÉQUENTS

Le 16 juillet 2010, Sigma Industries Inc. et ses filiales René Matériaux Composites Ltée et Transcam Composites Inc. ont déposé des propositions concordataires en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

Le 2 août 2010 les propositions ont reçu l'approbation des créanciers et le 3 août 2010, elles ont été ratifiées par la Cour Supérieure du Québec qui, par la même occasion, a accordé la permission à la société de se réorganiser, au sens donné à cette expression par l'article 191 de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. En vertu de ces propositions, il est prévu qu'il soit distribué aux créanciers non garantis un montant totalisant 400 000 \$, déductions faite d'une somme estimée à 125 000 \$ pour le remboursement des réclamations de la Couronne, des honoraires du syndic et des créanciers privilégiés. Les avis de propositions en date du 16 juillet 2010 présentaient un montant d'environ 7 900 000 \$ dû aux créanciers non garantis.

Sous réserve de l'approbation des autorités réglementaires et la Bourse de croissance TSX, la réorganisation autorisée se composera des principaux éléments suivants :

- Consolidation du capital social émis et en cours de la société suivant un ratio de 4 pour 1, de sorte que le nombre d'actions ordinaires en circulation de Sigma sera réduit de 42 899 095 à approximativement 10 724 774 actions ordinaires;
- Annulation de toutes les options et de tous les bons de souscription en circulation;
- Émission de débentures convertibles pour une somme en capital maximale de 1 000 000 \$, ces dernières étant convertibles en tout temps au cours des 5 ans suivant l'émission de la première de celles-ci, en totalité ou en partie, en unités de la société après consolidation. Chaque unité est composée d'une action ordinaire à 0,10 \$ chacune et d'un bon de souscription permettant de souscrire à une action ordinaire de Sigma à 0,10 \$ l'action, l'exercice des bons ne pouvant excéder l'échéance des débentures. Ce placement privé sera effectué par Consolidated Composites Industries (CCI) Inc., une société par actions apparentée à la société, dont les principaux dirigeants de cette dernière sont administrateurs et actionnaires.
- Modifications aux conditions des facilités de crédit et de certaines dettes à long terme (voir notes 7 et 9 aux états financiers consolidés)

La comptabilisation ainsi que l'évaluation de la restructuration seront reflétées aux états financiers consolidés du prochain exercice.

La direction de la société a tenu compte de la restructuration dans l'évaluation de la continuité de l'exploitation et des risques liés à l'illiquidité et aux clauses restrictives.

RISQUES ET INCERTITUDES

Voici un résumé des principaux risques et incertitudes qui pourraient affecter les activités de la société:

Conditions économiques actuelles

Les activités de la société sont, à certains égards, tributaires des conditions économiques. D'une part, les marchés du camion lourd et des produits industriels sont, règle générale, davantage affectés par une baisse du niveau de l'activité économique. D'autre part, les marchés du camion lourd, de l'autobus, des produits agricoles et de l'énergie éolienne, peuvent être affectés par un accès au crédit plus difficile compte tenu du besoin important de financer l'achat des véhicules ou des produits en question.

Risque de change

Les ventes libellées en dollars US représentaient environ 54,0 % du total des ventes de la société pour l'exercice terminé 24 avril 2010. Par conséquent, l'évolution du dollar canadien par rapport au dollar US est un élément d'incertitude et de risque pour la société. Ces risques sont en partie atténués par les frais d'exploitation de la filiale américaine libellés en dollars US, par l'acquisition de matières premières en dollars US ainsi que par des contrats de change à terme. La société a pour politique de ne pas utiliser ces instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Dans un contexte où le dollar canadien continuerait de s'apprécier

par rapport au dollar US, les résultats d'exploitation de la société seraient affectés négativement. Au cours de l'exercice de 2010, la société a vendu 8,5 millions de dollars US à un taux de change moyen de 1,1253 CAD pour une somme de 9,6 millions de dollars canadiens.

Concentration des clients

Pour l'exercice terminé le 24 avril 2010, les cinq plus importants clients ont représenté 68,8 % des ventes de la société. Si ces clients devaient cesser de faire affaires avec la société ou réduisaient le montant de leurs achats en raison de difficultés financières ou autres, cela aurait un impact important sur les ventes, la situation financière et les résultats d'exploitation de la société. Les commandes pour une composante dans le secteur du camion lourd et du transit sont octroyées selon la durée de la mise en marché des modèles par les manufacturiers d'équipements d'origine. La durée de la mise en marché est en moyenne d'une durée de cinq à dix ans selon les manufacturiers. Il n'y a aucune garantie que la société sera en mesure d'obtenir des nouvelles commandes des nouveaux produits qui seront mis sur le marché, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur les activités de la société.

Risque de taux d'intérêt

La société est vulnérable à toute fluctuation à la hausse des taux d'intérêt puisque les emprunts bancaires et une portion des dettes à long terme sont assortis de taux d'intérêt variant en fonction du taux préférentiel. Une hausse des taux d'intérêt pourrait affecter le coût de capital de la société et ainsi réduire le bénéfice net. En date du 24 avril 2010, environ 74,3% de la dette à long terme, soit 15,3 millions de dollars sur une dette à long terme totale de 20,6 millions de dollars (incluant la partie à court terme, mais excluant les frais de financement reportés), était à taux variable.

Développement des marchés et croissance continue

Si la société ne parvient pas à pénétrer davantage ses principaux marchés et les marchés géographiques existants ni à développer avec succès ses activités sur de nouveaux marchés, cela pourrait avoir des conséquences défavorables sur la croissance des ventes de ses produits ainsi que sur ses résultats d'exploitation. La capacité de la société à pénétrer davantage ses principaux marchés et ses marchés géographiques existants sur lesquels elle est en concurrence ou à développer ses activités avec succès dans d'autres pays d'Europe, d'Amérique du Sud ou ailleurs est assujettie à de nombreux facteurs, dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. La société ne peut garantir le succès de ses efforts visant à accroître la pénétration de ses principaux marchés et de ses marchés géographiques existants, et, si elle n'y parvient pas, cela pourrait avoir des conséquences défavorables sur ses résultats d'exploitation.

Les droits exclusifs de propriété intellectuelle

La société utilise des technologies pour lesquelles elle détient certaines propriétés intellectuelles. Il est tout à fait possible que d'autres sociétés puissent mettre au point d'une manière indépendante des produits similaires, diminuant ainsi le cycle de vie des produits fabriqués par la société.

Dépendance à l'égard du personnel clé et relations de travail

Le succès de la société dépend de sa capacité à attirer et à garder à son service une main-d'œuvre hautement qualifiée. Le défaut de retenir les services d'un personnel qualifié et la perte d'employés clés pourrait compromettre le rythme de développement de la société et ses efforts pour réussir son expansion.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Ce rapport de gestion contient des certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. En soi, ces déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Nous considérons que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables, mais nous avisons le lecteur que ces hypothèses à l'égard d'événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et des incertitudes propres à nos activités. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 27 août 2010, date de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion par le conseil d'administration. La société n'a pas l'intention et estime qu'elle n'a pas l'obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, y compris sur la base d'informations nouvelles, d'événements futurs ou autres, sauf lorsque requis par la loi.

La société, dont les actions sont enregistrées auprès des autorités réglementaires du Québec, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, est tenue de fournir de l'information continue sous forme d'états financiers trimestriels et annuels, de circulaires d'information, de rapports sur les changements significatifs et de communiqués de presse aux autorités de réglementation. Une copie des informations rendues publiques par la société est disponible gratuitement sur demande au vice-président finances de la société ou sur notre site Internet à l'adresse <http://www.sigmaindustries.ca> ainsi que sur le site Internet suivant : <http://www.sedar.com>.

(s) Denis Bertrand

Par: _____
Denis Bertrand
Président et chef de la direction

(s) Guy Archambault

Par: _____
Guy Archambault
Chef des finances

Le 27 août 2010



RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés ci-joints de Sigma Industries Inc. et toute l'information financière contenue dans le présent rapport annuel relèvent de la responsabilité de la direction.

Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Lorsqu'il était possible d'appliquer d'autres méthodes comptables, la direction a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances. Les états financiers comprennent des montants fondés sur l'utilisation d'estimations et sur les meilleurs jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin de s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement, à tous les égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers.

La direction maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte, et que les actifs de la société sont correctement comptabilisés et bien protégés.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification. Le comité de vérification a rencontré la direction ainsi que le vérificateur externe afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation financière, des questions de vérification et des questions de présentation d'informations financières, de s'assurer que chaque partie remplit ses fonctions, et d'examiner les états financiers et le rapport du vérificateur externe.

Les états financiers consolidés ont été vérifiés au nom des actionnaires par le vérificateur externe Pricewaterhouse Coopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. pour les exercices terminés le 24 avril 2010 et le 25 avril 2009 et ce, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Le vérificateur externe, qui a été nommé vérificateur externe par les actionnaires de la société, a profité d'un accès sans réserve au comité de vérification pour discuter de questions relatives à sa vérification et à la publication de l'information.

Sur recommandation du comité de vérification, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés de la société.

(s) Denis Bertrand
Denis Bertrand
Président et chef de la direction

(s) Guy Archambault
Guy Archambault
Chef des finances

Québec (Québec) Canada

Le 27 août 2010